

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/N/4/TUN/2
4 mai 2001

(01-2285)

Comité de l'évaluation en douane

Original: français

NOTIFICATION CONCERNANT LA DÉCISION ADOPTÉE AU TITRE DU PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE III DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

TUNISIE

La Mission permanente de la Tunisie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 avril 2001.

La Mission permanente de la Tunisie à Genève, comme suite à sa note n° 499 du 27 octobre 2000, a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint le 2^{ème} rapport de situation de la Tunisie, conformément au 2^{ème} paragraphe de la Décision du 10 mai 2000 portant octroi d'une dérogation au titre du 1^{er} paragraphe de l'Annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Compte tenu de la référence dans ce rapport aux besoins en matière d'assistance technique dans ce domaine, prière trouver ci-joint également aux fins utiles, une copie du tableau adressé au Comité du commerce et du développement et à la Division de la coopération technique, se rapportant aux activités de coopération technique sollicitées par la Tunisie, en particulier celles se rapportant à la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane.

OBJET

Informar le Comité de l'évaluation en douane de l'OMC des progrès accomplis par la Tunisie pour la mise en œuvre du programme de travail relatif à l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane, objet de la Décision du 10 Mai 2000 portant octroi d'une dérogation touchant la mise en œuvre de cet accord, et des autres modalités et conditions de ladite dérogation.

ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL

STRATÉGIE GLOBALE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE:

Affectation des ressources

Ressources humaines

Cette activité est menée à bien. Le Comité de l'évaluation en douane a été informé des progrès enregistrés dans ce domaine dans le cadre du premier rapport de situation présenté au mois d'octobre 2000.

En complément aux efforts fournis au niveau interne, et dans le cadre des travaux visant à mettre à niveau tout le personnel concerné directement chargé et impliqué dans la mise en œuvre de l'ensemble du processus de réforme interne d'une part, et du programme d'assistance technique conclu à la fin de 1999 entre la Tunisie et la Banque mondiale (G/VAL/W/62/Add.1) d'autre part, un Centre de formation douanier est en cours de construction. Son entrée en activité est prévue au cours du deuxième semestre 2001. La mise en place de ce Centre vise le perfectionnement des agents des douanes, la formation de base de ces agents et la formation des opérateurs du commerce extérieur.

Création d'un noyau d'experts et de spécialistes-techniciens en matière d'évaluation en douane

Sur la base d'expériences de pays ayant mis en œuvre l'Accord sur la valeur en douane, et des recommandations de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), une cellule a été créée au sein de la Direction générale des douanes. Supervisée par un Contrôleur général, cette cellule comprend des spécialistes dans quatre domaines à savoir:

- la législation;
- la vérification et le contrôle;
- l'informatique; et
- la formation et le recyclage.

Ressources matérielles

La Tunisie s'active à mettre en place un Centre de recherches et de documentation douanière. La création de ce Centre vise la diffusion de l'information, la réalisation des études douanières et l'impression de la documentation douanière.

En complément aux efforts fournis sur le plan interne pour se doter des meilleurs moyens à même de permettre la mise en œuvre de ses engagements en matière d'évaluation en douane, la Tunisie considère qu'une assistance technique est dans ce domaine nécessaire. Cette assistance concernera notamment la fourniture d'une documentation à jour reprenant par exemple les notes interprétatives des règles d'évaluation étoffées de cas pratiques ou de jurisprudence, permettant une application aisée desdites règles.

Une demande en ce sens a été formulée et adressée au Secrétariat de l'OMC (Comité du commerce et du développement) conformément aux lignes directrices du plan triennal (2001-2003) du programme de coopération technique.

Gestion informatisée des opérations de détermination de la valeur en douane et de vérification

Arabisation du système SINDA et développement de programmes bilingues:

L'arrêté du Ministre des finances du 15 janvier 2001 a fixé le nouveau modèle de déclaration en douane informatisée, en application du Décret n° 97-2470 du 22 décembre 1997 relatif à la liasse unique. La nouvelle déclaration comporte des énonciations arabisées. Toutefois, le service de ses éléments et par conséquent du SINDA demeure en langue française. Cependant, le nouvel imprimé a nécessité une nouvelle application informatique et le changement de la configuration des écrans de saisie des données ainsi que du module d'impression de la déclaration. Son entrée en vigueur est prévue pour le mois d'avril 2001.

Par ailleurs, les travaux d'arabisation de la déclaration en douane et du Système SINDA continuent.

Matériel informatique et programmes d'évaluation des risques:

Dans le cadre du programme de rénovation et d'amélioration du fonctionnement du système SINDA, une application permettant le ciblage automatique des envois à risque a été mise en place. Cette application est en train d'être développée au fur et à mesure de l'évaluation des résultats obtenus.

Outils adaptés: Création d'un fichier valeur

Dans le cadre de cette activité, les services compétents de la douane procèdent actuellement à l'élaboration d'une base de données sur les prix et cours internationaux de divers produits et services afférents aux transactions commerciales internationales dans les délais convenus. Ce fichier valeur informatisé permettra de fournir à temps réel à toutes les structures de la douane chargées de la vérification aux niveaux local, régional et central dans le cadre d'un programme d'aide lors du contrôle *a posteriori*, les informations nécessaires sur les prix et les cours internationaux des produits.

Pour appuyer la mise en place de ce nouveau système, la Tunisie sollicite une formation auprès des administrations douanières ayant une expérience en matière d'application de l'Accord sur l'évaluation en douane en vue de maîtriser tous ses aspects, et notamment la contexture et les éléments pouvant être inclus dans la fiche de valeur (déclaration de valeur) à présenter par le déclarant en appui à la déclaration en douane des marchandises. Une demande en ce sens a été formulée et adressée au Secrétariat de l'OMC (Comité du commerce et du développement) conformément aux lignes directrices du plan triennal (2001-2003) du programme de coopération technique.

MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS SPÉCIFIQUESMise en conformité de la législation nationale:

Reprenant sur les fonds les dispositions de l'Accord sur la valeur en douane, le projet de texte sur l'évaluation en douane a été transmis à la Chambre des députés.

Formation et information:

Avec le concours de l'END, un programme de formation en matière d'évaluation en douane destiné aux cadres de l'administration des douanes s'étalant du 1^{er} février 2001 au 31 mai 2001 est en cours d'exécution. Il a profité, jusqu'à cette date, à 105 cadres exerçant dans la région du grand Tunis. Il sera généralisé au niveau des quatre régions douanières du pays dans les jours à venir au rythme de 25 cadres à former par semaine.

Par ailleurs, des séminaires d'information et de sensibilisation sur l'Accord relatif à l'évaluation en douane destinés aux différents opérateurs économiques seront organisés avec le concours de toutes les parties intéressées (Administration, Chambres de commerce, Chambres syndicales concernées relevant de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat. Ces séminaires couvriront tout le territoire national et concerneront les différents pôles économiques régionaux du pays dans le cadre de la préparation de l'entrée en vigueur de cet accord pour la Tunisie.

Une demande en ce sens a été formulée et adressée au Secrétariat de l'OMC (Comité du commerce et du développement) conformément aux lignes directrices du plan triennal (2001-2003) du programme de coopération technique.

**PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS LIÉES À L'OMC**

BESOINS DE LA TUNISIE AU TITRE DU PROGRAMME TRIENNAL 2001-2003

Année civile 2001

Objet	Priorité*
I. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE	
1. Accords de l'OMC spécifiques	
<ul style="list-style-type: none"> – Stages d'expertise pour la formation d'experts (niveau avancé) en matière d'enquêtes relatives à la défense contre les pratiques déloyales à l'importation (dumping et subventions), et aux mesures de sauvegarde à l'importation (aspects juridiques, techniques, pratiques et fonctionnels de la mise en œuvre de ces accords). Ces stages visent la création d'un noyau d'experts à même de traiter les divers aspects de ces questions. Ils seront également mis à profit pour le renforcement des capacités institutionnelles sur le plan national. La Tunisie sollicite, de ce fait, une formation auprès des autorités chargées des enquêtes ayant une expérience dans ce domaine. 	1
<ul style="list-style-type: none"> - Stages pour la formation sur la mise en place du nouveau système d'évaluation en douane basé sur le fichier valeur. Ces stages de formation qui s'insèrent dans le cadre du processus de préparation de la mise en œuvre de l'Accord sur la valeur en douane (G/VAL/N14/TUN/1), permettront d'initier le personnel des services de la douane à la mise en place d'une base de données sur les prix et cours internationaux de divers produits et services afférents aux transactions commerciales internationales dans les délais convenus. Ce fichier valeur informatisé permettra de fournir à temps réel et à toutes les structures de la douane chargées de la vérification aux niveaux local, régional et central dans le cadre d'un programme d'aide lors du contrôle <i>a posteriori</i>, les informations nécessaires sur les prix et cours internationaux des produits. Pour appuyer la mise en place de ce nouveau système, la Tunisie sollicite une formation auprès des administrations douanières ayant une expérience en matière d'application de l'Accord sur l'évaluation en douane en vue de maîtriser tous ses aspects, et notamment la contexture et les éléments pouvant être inclus dans la fiche de valeur (déclaration de valeur) à présenter par le déclarant en appui à la déclaration en douane des marchandises. 	1
2. Base de données intégrée	1
Mission technique sur l'utilisation du Mécanisme de diffusion des documents et de la Base de données intégrée.	

Objet	Priorité*
<p>4. Autres</p> <p>Mission technique dans le cadre de la préparation de l'examen de la législation nationale sur la protection des droits de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce.</p> <p>II. PARTICIPATION AU SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL</p> <p>1. Négociations</p> <p>– Stages pour la formation en matière de négociations commerciales. Ces stages viseront essentiellement à promouvoir les compétences nationales et à former des négociateurs dans les domaines suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - techniques et tactiques des négociations; - techniques psychopédagogiques des négociations. <p>Ces stages seront basés sur des exercices pratiques et des cas de simulations de négociations commerciales tarifaires et non tarifaires.</p> <p>2. Stages sur le règlement des différends</p> <p>Ces stages visent particulièrement à créer et à former un noyau d'experts dans ce domaine. Ces stages seraient étalés sur la période triennale afin d'éviter la mobilisation totale du corps-personnes ressources et pour ne pas compromettre le fonctionnement normal des services concernés. Ils porteront sur les questions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédures et pratiques de règlement des différends de l'OMC; - cas pratiques de règlement des différends; - participation, dans la mesure du possible, à certaines réunions de l'ORD au siège de l'OMC. <p>3. Autres</p> <p>– Coopération en matière de normalisation et d'évaluation de la conformité: l'objectif étant de développer:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les capacités nationales dans le domaine de la normalisation, de la métrologie, de la gestion et l'assurance de la qualité, et de l'évaluation de la conformité; - la modernisation et le renforcement des laboratoires tunisiens pour la conclusion d'accords de reconnaissance mutuelle dans le domaine de l'évaluation de la conformité; - les structures tunisiennes chargées de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale, de la normalisation et de la qualité. 	<p>1</p> <p>1</p> <p>1</p> <p>1</p>

Objet	Priorité*
<p>III. COMPRÉHENSION DES ACCORDS DE L'OMC ET ACCÈS À L'INFORMATION SUR LES QUESTIONS LIÉES À L'OMC</p> <p>1. Accords de l'OMC spécifiques</p> <p>– Organisation de séminaires d'information et de sensibilisation sur l'Accord relatif à l'évaluation en douane. Ces séminaires couvriront tout le territoire national et concerneront les différents pôles économiques régionaux du pays dans le cadre de la préparation de l'entrée en vigueur de cet accord pour la Tunisie (G/VAL/N14/TUN/1).</p> <p>2. Centres de référence de l'OMC</p> <p>Mission technique visant à équiper le centre de référence au Ministère du commerce d'une base de données intégrée comportant, entre autres:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les statistiques du commerce international (global, par pays, etc...); - les engagements des pays Membres à l'OMC; - les politiques commerciales; - les tarifs douaniers non consolidés; - les notifications présentées au titre des divers accords, etc. <p>3. Documentation</p> <p>Documentation à jour sur l'évaluation en douane reprenant par exemple les notes interprétatives des règles d'évaluation étoffées de cas pratiques ou de jurisprudence. Cette documentation permettra de faciliter l'application des règles de cet accord.</p> <p>4. Autres</p> <p>Séminaires sur les questions nouvelles à l'OMC (concurrence, commerce et investissement, marchés publics, commerce électronique, etc.).</p>	<p>1</p> <p>1</p> <p>1</p> <p>1</p>

* Se référant au questionnaire de notification spécifique (WT/COMTD/W/79/Rev.1 et WT/LDC/SWG/IF/7/Rev.1), les activités de coopération technique indiquées dans le présent document et formulées au titre de l'année 2001 reflètent les besoins de coopération technique de la Tunisie en ce qui concerne les questions liées à l'OMC et tiennent compte des priorités du pays dans ce domaine pour la même année.

ANNEE CIVILE 2002

Objet	Priorité
<p>I. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE</p> <p>1. Accords de l'OMC spécifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stages d'expertise pour la formation de personnes-ressources sur la protection des droits de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Ces stages visent à former ce corps-personnes sur les modalités et les techniques de protection des droits de la propriété intellectuelle et industrielle [exemple la contrefaçon (G/VAL/W/62/Add.1 et Add.2)] telles que prévues dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC et sur la base d'expériences de pays membres dans ce domaine. Ces stages seront également mis à profit pour le renforcement des capacités institutionnelles sur le plan national - Ateliers (niveau avancé) sur les techniques de mise en œuvre des accords relatifs à l'antidumping, SMC et sauvegardes. Ces ateliers couvriront entre autres les questions suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - calculs en matière de droits antidumping et de mesures compensatoires; - déterminations du dommage, de l'évolution des importations et du lien de causalité; - déterminations de la valeur normale, du prix à l'exportation, de la marge de dumping, etc.; - calcul du subventionnement <i>ad valorem</i>, etc. <p>II. PARTICIPATION AU SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL</p> <p>1. Négociations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stages pour la formation en matière de négociations commerciales (niveau avancé). Ces stages viseront essentiellement à promouvoir les compétences nationales et à former des négociateurs dans les domaines suivants: <ul style="list-style-type: none"> - techniques et tactiques des négociations; - techniques psychopédagogiques des négociations. <p>Ces stages seront basés sur des exercices pratiques et des simulations de négociations commerciales tarifaires et non tarifaires</p>	<p>1</p> <p>2</p> <p>1</p>

Objet	Priorité
<p>2. Stages sur le règlement des différends</p> <p>Ces stages qui complètent les actions de formation dispensées au titre de l'année 2001 dans ce domaine, porteront sur les questions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - initiation à la préparation des dossiers en cas de litige commercial; - participation aux travaux de préparation entrepris par la division compétente de l'OMC, etc. <p>Une assistance technique est sollicitée aussi bien auprès du Secrétariat de l'OMC que des pays membres ayant une expérience dans ce domaine.</p>	1
<p>3. Autres</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mission technique sur l'examen des politiques commerciales à l'OMC et le développement des compétences dans ce domaine; - Mission technique sur le Système harmonisé et la transposition des listes d'engagement spécifiques à l'OMC dans le domaine tarifaire. 	<div style="text-align: center;">1</div> <div style="text-align: center;">2</div>
<p>III. COMPRÉHENSION DES ACCORDS DE L'OMC ET ACCÈS À L'INFORMATION SUR LES QUESTIONS LIÉES À L'OMC</p> <p>1. Accords de l'OMC spécifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stage de politique commerciale de courte durée <p>2. Centre de référence de l'OMC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un système informatisé de communication et de transmission des données par voie électronique en ce qui concerne les questions liées à la mise en œuvre des accords de l'OMC entre le Centre de référence du Ministère du commerce (autorité nationale en ce qui concerne la gestion et le suivi de la mise en œuvre des accords de l'OMC) d'une part, et les différents départements, structures et intervenants concernés par le processus de mise en œuvre, d'autre part. 	<div style="text-align: center;">2</div> <div style="text-align: center;">1</div>

Objet	Priorité
<p>3. Documentation</p> <p>Documentation d'ordre général à diffuser auprès des structures, organismes et universités tunisiennes se rapportant à l'OMC et les instruments et textes juridiques du GATT et ceux issus du Cycle d'Uruguay.</p> <p>Cette documentation comprendra, entre autres:</p> <ul style="list-style-type: none">- l'Acte final reprenant les résultats du Cycle d'Uruguay;- le guide à l'intention des entreprises;- le guide des règles et pratiques du GATT, etc.	<p>1</p>

ANNEE CIVILE 2003

Objet	Priorité
<p>I. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE</p> <p>1. Accords de l'OMC spécifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mission technique sur les points d'information établis au titre des divers accords de l'OMC (tels que SPS, OTC et ADPIC), et sur les modalités de renforcement de leur fonctionnement, notamment à la lumière des résultats de l'enquête réalisée par le Secrétariat de l'OMC sur les facilités électroniques disponibles au niveau de ces points (G/TBT/W/105) et les besoins formulés par la Tunisie dans ce domaine. - Atelier sur les règles d'origine NPF et les règles d'origine préférentielles. Cet atelier aura, entre autres pour objectif, de recueillir un avis juridique et technique sur l'Accord relatif aux règles d'origine, le programme de travail conjoint OMC-OMD sur l'harmonisation des règles d'origine, les techniques et méthodes d'utilisation et de recours aux R.O. NPF et préférentielles etc. 	<p>1</p> <p>1</p>
<p>II. PARTICIPATION AU SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL</p> <p>1. Négociations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Séminaire régional sur le développement des compétences en vue des négociations commerciales multilatérales, bilatérales et régionales. Ce séminaire portera sur les thèmes en rapport avec: <ul style="list-style-type: none"> - les négociations commerciales tarifaires et non tarifaires; - la renégociation des concessions tarifaires. <p>3. Autres</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier national sur les mesures conditionnelles et prudentielles dans le cadre des accords de l'OMC et du système commercial multilatéral. 	<p>2</p> <p>1</p>
<p>III. COMPRÉHENSION DES ACCORDS DE L'OMC ET ACCÈS À L'INFORMATION SUR LES QUESTIONS LIÉES À L'OMC</p> <p>1. Accords de l'OMC spécifiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier sur les interactions entre le commerce et l'environnement (niveau avancé). Ce séminaire aura pour objectif principal de familiariser les séminaristes avec les règles internationales régissant les interactions entre ces deux domaines et la teneur des travaux sur cette question au sein de l'OMC. 	<p>1</p>